

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6, place de la Pyrotechnie
CS 70 004
18021 Bourges Cedex

Bourges, le 20/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PARKER HANNIFIN MANUFACTURING FRANCE

14 rue des Bûchillons
ZI du Mont-Blanc
74100 Ville-La-Grand

Références : /
Code AIOT : 0010000013

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/12/2024 dans l'établissement PARKER HANNIFIN MANUFACTURING FRANCE implanté 14 RTE DU BOIS BLANC 18100 VIERZON. L'inspection a été annoncée le 26/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARKER HANNIFIN MANUFACTURING FRANCE
- 14 RTE DU BOIS BLANC 18100 VIERZON
- Code AIOT : 0010000013
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

PARKER est un groupe international composé de neuf divisions qui interviennent dans différents domaines d'activité : aéronautique, appareils pour le contrôle du climat, électromécanique, fluides et gaz, hydraulique et pneumatique, résine et époxy, produits médicaux (fabrication de respirateurs et masques durant le crise Covid), produits pharmaceutiques...

Le site de Vierzon appartient à la division PMDE - Pump Motor Division Europe qui est dédiée à la fabrication (usinage et assemblage), la réparation des pompes hydrauliques à palettes et qui comporte également un volet marketing et un volet test des pompes.

Le site de Vierzon est réglementé par arrêté préfectoral du 2 septembre 2002 (modifié).

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'entretien et plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.7.I.1b)	Demande d'action corrective	2 mois
2	Traitement préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.7.I.2b)	Demande d'action corrective	2 mois
4	Fréquences d'analyses	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.7.I 3 a)	Demande d'action corrective	2 mois
6	Contenu du rapport d'analyse	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.7.I 3 d)	Demande d'action corrective	2 mois
7	Transmission des résultats à l'inspection des installations classées :	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.7.I 3 e)	Demande d'action corrective	2 mois
9	Analyse méthodique des risques (AMR) avec échéancier d'actions correctives	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.7.I.1a)	Demande d'action corrective	2 mois
10	Dépassement ponctuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.7.II.2 a)	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Réserves suffisantes de produits de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.7.I21b)	Sans objet
5	Modalité de prélèvement en vue de l'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.7.I 3 b)	Sans objet
8	Conditions de stockage Biocides	Règlement européen du 04/11/2003, article Article 37.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'entretien et plan de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.7.I.1b)
Thème(s) : Autre, Prévention du risque lié aux légionelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...].</p> <p>Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.</p> <p>Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures, tels que définis au I.1.3 des présentes consignes d'exploitation. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.</p> <p>Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.</p> <p>Les cas d'utilisation saisonnière ou de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en <i>Legionella pneumophila</i>.</p>
Constats :

<p>Lors de la visite du 19 décembre 2024, l'inspection des installations classées a constaté que le plan de surveillance n'a pas été complété depuis la dernière visite de l'inspection des installations classées de la Tour Aéroréfrigérante (TAR) du 14 avril 2021.</p> <p>En effet, l'inspection a constaté que le plan de surveillance est incomplet et qu'il ne permet pas de maîtriser la déconcentration du circuit d'eau.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection que le système de purge automatique a été remplacé par une purge manuelle en raison d'un problème technique (la sonde de conductivité faisait purger le système après les chocs). Un système de purge manuelle a donc été remis en place et une analyse trimestrielle est réalisée.</p> <p>Constat : Le plan de surveillance est incomplet et il ne permet pas de maîtriser la déconcentration du circuit d'eau</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Traitement préventif

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.7.I.2b)</p>
<p>Thème(s) : Autre, Prévention du risque lié aux légionelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...].</p> <p>L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.</p> <p>Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu.</p> <p>L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.</p> <p>En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.</p> <p>Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont</p>

limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.
Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.
[...].

Constats :

Lors de la visite du 19 décembre 2024, l'inspection a constaté que la fiche de stratégie de traitement ne justifie pas l'utilisation limitée de produits néfastes pour l'environnement (biocide non oxydant).

De plus, l'inspection a constaté que les modalités d'injection ne sont pas justifiées. L'exploitant déterminera le temps de demi-séjour afin de justifier le dosage de biocide.

Constat : La fiche de stratégie de traitement ne justifie pas l'utilisation limitée de produits néfastes pour l'environnement (les modalités d'injection doivent être justifiées en déterminant notamment le temps de demi-séjour).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Réserves suffisantes de produits de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.7.I21b)

Thème(s) : Autre, Prévention du risque lié aux légionelles

Prescription contrôlée :

[...].

L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.

Constats :

Lors de la visite du 19 décembre 2024, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que le stock minimum à avoir sur site n'a pas été modifié depuis la dernière inspection. Cet état des stock mentionne les éléments suivants :

Produits	Stock mini	Fonction
OSISPERCE OP 26	80kg	Anti-tartre anti-corrosion

BACTERICIDE OSF 36	210kg	Biocide

Lors de la visite, l'inspection a constaté sur le site :

- 12 Bidons de 20kg d'OSISPERCE OP 26 (dates de péremption : 1 bidon en juillet 2026 et les 11 autres en septembre 2026) (anti-tartre anti-corrosion) ;
- 1 Bidons de 210kg de BACTERICIDE OSF 36 plus celui en cours d'utilisation (dates de péremption : août 2026 et novembre 2026) (biocide) ;
- 9 Bidons de 25kg de DETERGYL D421 (dates de péremption : 1 bidon en mars 2025, 1 bidon en mars 2026, 3 bidons en mai 2026 et 4 bidons en août 2026).

L'inspection constate que l'exploitant dispose d'une réserve de produits lui permettant de faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.

Pas d'écart constaté le jour de la visite

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Fréquences d'analyses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.7.I 3 a)

Thème(s) : Autre, Prévention du risque lié aux légionelles

Prescription contrôlée :

Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* : La fréquence des prélèvements et analyses des *Legionella pneumophila* est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation.
[...].

Constats :

Lors de la visite du 19 décembre 2024, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les résultats des analyses réalisées en 2023 et 2024.

L'inspection a constaté que la fréquence bimestrielle d'analyse en *Legionella pneumophila* dans le circuit de la TAR n'est pas toujours respectée.

Constat : La fréquence bimestrielle d'analyse n'est pas toujours respectée

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Modalité de prélèvement en vue de l'analyse des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.7.I 3 b)

Thème(s) : Autre, Prévention du risque lié aux légionelles

Prescription contrôlée :

[...].

Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.

[...].

Constats :

Lors de la visite du 19 décembre 2024, l'inspection des installations classées a constaté que le point de prélèvement pour l'analyse du risque légionelle est signalé par un marquage "Point de prélèvement recherche Legionella".

Pas d'écart constaté lors de la visite

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contenu du rapport d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.7.I 3 d)

Thème(s) : Autre, Prévention du risque lié aux légionelles

Prescription contrôlée :

Résultats de l'analyse des légionelles :

[...].

Le rapport d'analyse fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon :

- coordonnées de l'installation ;
- date, heure de prélèvement, température de l'eau ;
- date et heure de réception de l'échantillon ;
- date et heure de début de l'analyse.
- nom du préleveur ;
- référence et localisation des points de prélèvement ;
- aspect de l'eau prélevée : couleur, dépôt ;
- pH, conductivité et turbidité de l'eau « mesurés » au lieu du prélèvement ;
- nature (dénomination commerciale et molécules) et concentration cible pour les produits de traitements utilisés dans l'installation (biocides oxydants, non oxydants biodispersants, anticorrosion...);
- date de la dernière injection de biocide, nature (dénomination commerciale et molécule) et dosage des produits injectés.

Les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation par le laboratoire.

[...].

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 19 décembre 2024, l'inspection des installations classées a consulté les rapports d'analyse en légionelle réalisés en 2023 et 2024.</p> <p>L'inspection a constaté que la date et l'heure d'injection ont été rajoutées sur les rapports de 2023 ainsi que les premiers rapports de 2024, cependant ces informations ne figurent plus sur les rapports des analyses réalisées le 5 juin, le 31 juillet et le 2 septembre.</p> <p>L'inspection a également constaté que la nature (dénomination commerciale et molécules) et concentration cible pour les produits de traitements utilisés dans l'installation (biocides oxydants biodispersants, anticorrosion....) ne sont pas toujours mentionnés (par exemple sur l'analyse du 5 juin 2024 et du 2 septembre 2024).</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a transmis un mail à l'organisme de contrôle a demandant de mentionner l'ensemble des informations réglementaires dans les rapports de contrôle.</p> <p>Constat : Les rapports d'analyse de concentration en Legionella pneumophila ne comportent pas l'ensemble des informations réglementaire.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Transmission des résultats à l'inspection des installations classées :

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.7.I 3 e)</p>
<p>Thème(s) : Autre, Prévention du risque lié aux légionelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 19 décembre 2024, l'inspection des installations classées a consulté les rapports d'analyse de concentration en légionelle réalisés en 2023 et 2024.</p> <p>L'inspection a constaté que les résultats de ces rapports ne sont pas toujours transmis via GIDAF à l'inspection des installations classées dans un délai de 30 jours à compter de la date du prélèvement.</p> <p>Constat : L'exploitant ne transmet pas toujours les résultats des analyses via GIDAF dans un délai de 30 jours.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

<p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Conditions de stockage Biocides

Référence réglementaire : Règlement européen du 04/11/2003, article Article 37.5
Thème(s) : Autre, Prévention du risque lié aux légionelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Évaluations de la sécurité chimique par l'utilisateur en aval et obligation de déterminer, de mettre en œuvre et de recommander des mesures de réduction des risques.5. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises; b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique; c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 19 décembre 2024, l'inspection a constaté que le produit BACTERICIDE OSF 36 est stocké dans son contenant d'origine jusqu'à son utilisation.</p> <p>L'inspection a constaté sur le site la présence de deux fûts de 210 kg de BACTERICIDE OSF 36 (un fût en cours d'utilisation et un fût plein en stock). Aucune trace de fuite n'a été constatée sur ces fûts et l'inspection a constaté qu'un récipient a été installé sous le fût utilisé pour éviter tout déversement de produits au sol.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté un mail transmis au traiteur d'eau (T3E) et demandant qu'un test d'étanchéité soit effectué sur chaque fût avant livraison pour qu'il soit accepté.</p> <p>Pas d'écart constaté lors de la visite</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Analyse méthodique des risques (AMR) avec échéancier d'actions correctives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.7.I.1a)
Thème(s) : Autre, Prévention du risque lié aux légionelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire</p>

l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.

L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article.

[...].

Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;
- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;
- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c) ci-dessous.

En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

[...].

Constats :

Lors de la visite du 19 décembre 2024, l'inspection a constaté que l'Analyse Méthodique de Risques (AMR) a été mise à jour depuis moins de 2 ans (mise à jour le 24 janvier 2024).

L'inspection a constaté que l'AMR réalisée le 24 janvier 2024 identifie un certain nombre de facteurs de risques liés à la vétusté des TAR.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection que les TAR vont être démontées et remplacées par une autre technologie (groupe de froid) en raison de l'importance des travaux de maintenance qu'il faudrait réaliser pour éliminer les facteurs de risques.

L'exploitant a également indiqué à l'inspection que les TAR vont être remplacées le plus rapidement possible (durant le premier semestre 2025 normalement).

Par courrier électronique du 12 décembre 2024, l'exploitant a indiqué à l'inspection que les travaux de remplacement des TAR seront achevés au plus tard le 31 août 2025.

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que le remplacement des TAR par des groupes de froid devra faire l'objet d'une demande adressée au Préfet du Cher afin de notifier la mise à l'arrêt (au moins trois mois avant) et de mettre à jour la situation administrative de

l'établissement.
Constat : L'exploitant déposera un demande de modification des conditions d'exploitation de l'établissement à Monsieur le Préfet du Cher.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Dépassement ponctuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.7.II.2 a)
Thème(s) : Autre, Prévention du risque lié aux légionelles
Prescription contrôlée : Actions à mener si les résultats d'analyse selon la norme « NF T90-431 (version2020) » mettent en évidence une concentration mesurée en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L a) Cas de dépassement ponctuel : En application de la procédure correspondante, l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en Legionella pneumophila dans l'eau, et les actions correctives prévues, en vue de rétablir une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L. Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.
Constats : Lors de la visite du 19 décembre 2024, l'inspection a constaté une concentration mesurée en Legionella pneumophila supérieure à 1 000 UFC/L (3800 UFC/L) dans le rapport du 11 septembre 2024 relatif au prélèvement du 2 septembre 2024. L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'un nettoyage complet de la TAR et une nouvelle analyse ont été réalisés suite à ce dépassement. Lors de la visite l'exploitant a présenté un bon de travaux (BT43649) réalisé le 13 septembre 2024 par la société EURL Jean GESSET et Fils pour la vidange, nettoyage, rinçage de la TAR ainsi que le dépotage des eaux et les boues dans le réseau EU.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection que le dépassement a été généré par l'utilisation du RIA pour le remplissage de la TAR.
L'exploitant n'a pas transmis le rapport d'analyse complémentaire faisant suite au dépassement à l'inspection des installations classées.

Constat : L'exploitant n'a pas transmis le rapport d'analyse complémentaire à l'inspection

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois